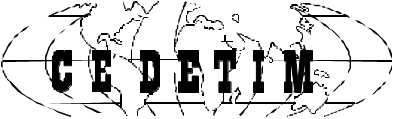
******

***Centre d’études et d’initiatives de solidarité internationale***

***21 ter Rue Voltaire 75011 Paris***

Par le décret du 2 décembre 2020 le Président de la république Emmanuel Macron, le premier ministre Jean Castex et le ministre de l’intérieur Gerald Darmanin qui prononce la dissolution de Collectif contre l’islamophobie en France CCIF constitue une régression majeure.

Les accusations motivant cette dissolution, aussi vagues qu’imprécises, procédant par amalgames, et quand elles évoquent des faits, mentionnent essentiellement des personnes extérieures au CCIF.

Ce décret introduit une forme de « Maccarthysme à la française » : il permet de stigmatiser toute personne ou mouvement s’élevant contre les discriminations dont sont victimes les musulman.es ou supposé.es tel.les en France ou laissant entendre que la critique de certaines mesures « sécuritaires » serait de l’apologie  du terrorisme. Il vise surtout à entraver l’action d’une association qui relève les faits patents de discrimination ou de diffamation, de manquement à la loi,  à l’encontre des musulman.e.s, ou supposé.e. s tel.les.

Le CCIF a toujours agi comme une organisation de défense des droits et constitue un recours unique pour toutes celles et ceux qui sont victimes du racisme islamophobe.

On ne peut séparer cette interdiction de la préparation de la loi pour la sécurité qui vise, entre autres, à museler la liberté de parole, de manifestation et à traiter comme délit d’opinion la dénonciation de l’islamophobie alors que c’est la forme du racisme la plus aiguë en France dans la période actuelle. Toute personne dénonçant l’islamophobie pourra ainsi être accusée.

Les démocrates, les défenseurs des droits humains, les défenseur de la laïcité telle qu’elle est définie par l’article 9 de la convention européenne des droits de l’homme,( ratifié par la France le 3 mai 1974 et seul texte législatif concernant la laïcité s'appliquant sur l’ensemble du territoire) et par la loi de 1905, doivent s’élever contre cette mesure

Le Cedetim note qu’au même moment le gouvernement français déroule te tapis rouge pour le Maréchal Al Sissi, dictateur égyptien soutenu par les salafistes et les pétromonarchies obscurantistes tenants d’une approche radicale de la religion musulmane pouvant être qualifiée d’islamiste

**Le centre d’études et d’initiatives de solidarité internationale CEDETIM,**

**Paris le 6 décembre 2020**